

4. John Roberts, M.P., (1969)

John Roberts, Member for York-Simcoe, raised a question of privilege in the House. He maintained that upon his election to the House of Commons, the Government refused to pay him accumulated vacation leave which is normally paid to those leaving the public service. The matter was referred to the Committee on Privileges and Elections.⁶

The Committee concluded that the question of privilege was well founded and that an injustice had been done to Mr. Roberts. The Committee recognized the possible difficulty of the Government in making such a payment because of the existing legislation which could be interpreted as denying such a payment to a sitting Member.

In order to solve the dilemma, the Committee recommended that the Government consider introducing an item in the estimates equivalent to the amount of vacation leave accumulated by Mr. Roberts with a proviso that such payment be made notwithstanding any other legislation and that acceptance of the payment would not require him to vacate his Commons seat.

The Committee also recommended that the Government consider introducing legislation to amend the Senate and House of Commons Act to resolve the question of the propriety of Members receiving such payments in the future.

5. Erik Nielsen, M.P., (1970)

A federal department had refused to lease and sell Crown lands to Mr. Nielsen because he was a Member of Parliament. The reasoning was based on an interpretation of the Senate and House of Commons Act. Mr. Nielsen saw fit to raise a question of privilege in the House and the matter was referred to the Committee on Privileges and Elections.⁷

The Committee held two meetings and heard eight witnesses being mostly officials of the Departments of Indian Affairs and Northern Development and Justice. The Committee found that the question of privilege was well founded.

The Committee recommended that the Government consider introducing amendments to the Senate and House of Commons Act that would resolve the question of the propriety of Members of Parliament receiving advantages under Acts of general application. More specifically the Committee recommended a revised section 19 of the Senate and House of Commons Act.

6. Jerry Pringle, M.P., (1972)

On March 14, 1972 Mr. Pringle, Member for Fraser Valley East, mentioned in the House⁸ that there had been suggestions and claims that the telephones of some Members had been tapped and that mail addressed to some Members had been opened without their authorization. The investigation of the matter was entrusted to the Committee on Privileges and Elections.⁹

The Committee held four meetings to study the matter. It questioned the Commissioner of the Royal Canadian Mounted Police, the Deputy Solicitor General and the Director of Engineering Design at Bell Canada. The Committee also heard evidence from two Members of Parliament.

4. John Roberts, député, (1969)

John Roberts, député de York-Simcoe, a soulevé une question de privilège à la Chambre. Il a soutenu que depuis son élection à la Chambre des communes, le gouvernement avait refusé de lui payer les congés accumulés qui sont normalement versés à ceux qui quittent la fonction publique. La question a été soumise au Comité des priviléges et élections.⁶

Le Comité a conclu que la question de privilège était bien fondée et qu'une injustice avait été commise à l'égard de M. Roberts. Le Comité a reconnu la difficulté possible que présentait un tel paiement au gouvernement, car la loi en vigueur pouvait être interprétée comme interdisant qu'un tel paiement soit fait à un député siégeant.

Afin de résoudre le dilemme, le Comité a recommandé que le gouvernement étudie la possibilité d'inscrire au budget un poste équivalent au montant des congés accumulés par M. Roberts sous réserve qu'un tel paiement soit fait malgré toute autre loi et que l'acceptation du paiement ne l'obligerait pas à quitter son siège aux Communes.

Le Comité a également recommandé que le gouvernement étudie la possibilité de présenter une loi visant à modifier la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes pour résoudre la question du bien-fondé pour les députés qui recevront de tels paiements à l'avenir.

5. Erik Nielsen, député, (1970)

Un ministère fédéral avait refusé de louer et de vendre des terres de la Couronne à M. Nielsen parce qu'il était député. Le raisonnement était fondé sur une interprétation de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes. M. Nielsen a estimé qu'il devait soulever une question de privilège à la Chambre, et l'affaire fut renvoyée au Comité des priviléges et élections.⁷

Au cours de deux réunions, le Comité a entendu huit témoins, principalement des fonctionnaires des ministères des Affaires indiennes et du Nord canadien, et de la Justice, et il a estimé que la question de privilège était fondée.

Le Comité recommanda que le gouvernement envisage de modifier la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes, afin de déterminer si les députés avaient le droit de bénéficier de certains avantages, en vertu de lois d'application générale. Plus précisément, le Comité a recommandé de modifier l'article 19 de la Loi sur le Sénat et la Chambre des communes.

6. Jerry Pringle, député, (1972)

Le 14 mars 1972, M. Pringle, député de Fraser Valley East, a déclaré à la Chambre⁸ que selon certaines rumeurs plus ou moins établies, certains députés avaient eu leur ligne téléphonique branchée sur table d'écoute et que l'on ouvrait leur courrier sans leur autorisation. Le Comité des priviléges et élections fut chargé d'examiner ces questions.⁹

Le Comité s'est réuni à quatre reprises pour étudier la question. Il a interrogé le commissaire de la GRC, le solliciteur général adjoint et le directeur des services techniques de Bell Canada, et a aussi entendu le témoignage de deux députés.